

Le point de rupture

Enquête sur les ressorts du vote FN
en milieux populaires

Alain Mergier

Jérôme Fourquet

Le point de rupture

Enquête sur les ressorts
du vote FN en milieux populaires

Alain Mergier

Jérôme Fourquet

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

S O M M A I R E

| | |
|---|----|
| Introduction | 5 |
| Pouvoir et politique | 25 |
| Diktat des marchés financiers, contraintes de l'Europe | 25 |
| Dette et monnaie | 31 |
| Expérience sociale des milieux populaires : | |
| l'insécurité | 39 |
| Insécurité, sentiment d'insécurité, insécurité | 39 |
| Insécurité physique et culturelle | 43 |
| Insécurité économique : la crise du quotidien | 47 |
| Insécurité du contrat social | 53 |
| Un sentiment d'injustice insupportable | 55 |
| Attentes de volontarisme politique | 63 |
| La figure de l'UMPS | 63 |
| La politique, les politiques et les acteurs politiques | 65 |
| La notion de clivage | 70 |
| Trancher le nœud gordien | 74 |
| En guise de conclusion | 77 |
| Demande et offre politique : insécurité, sécurisation, protection, protectionnisme | 77 |

Alain Mergier est sociologue et directeur associé de l'Institut Wei.

Jérôme Fourquet est directeur adjoint du département Opinion et Stratégie d'entreprise de l'Ifop.

INTRODUCTION

Les résultats des élections cantonales, suivis d'une succession de sondages, ont confirmé ce qu'il est convenu de nommer le « phénomène Marine Le Pen ». Il y a dans cette évidence désormais quasi banalisée à la fois un constat incontournable et un piège. Constat incontournable, d'abord : Marine Le Pen fait preuve d'une grande habileté dans le repositionnement du discours du Front national. Tout ou presque a déjà été dit sur le sujet. Mais l'attention portée à l'offre politique risque d'escamoter ce qui relève de la demande – et c'est là le piège. Le vrai phénomène est, selon nous, non pas le « phénomène Marine Le Pen », mais ce qu'on appellera le « phénomène milieux populaires ». L'événement est là, dans ce qui est en train de survenir parmi les 30 % de la population française

qui regroupent les catégories populaires, c'est-à-dire les employés et les ouvriers. Certes, tous les électeurs des milieux populaires ne se tournent pas vers Marine Le Pen, mais tout se passe comme si le discours de celle-ci produisait un effet de polarisation de l'opinion dans cette partie de l'électorat. En d'autres termes, Marine Le Pen constitue aujourd'hui pour beaucoup ce à quoi l'on se réfère pour se positionner dans ces milieux.

L'analyse que nous présentons est le résultat d'un rapprochement et d'un croisement entre des données quantitatives rassemblées et analysées par Jérôme Fourquet et une étude qualitative réalisée par Evelyne Brun¹ et Alain Mergier. Nous ferons également référence à l'*Observatoire des attitudes des Français durant la crise*².

En ce qui concerne l'étude qualitative, nous avons réalisé des entretiens longs au domicile de trente personnes

1. Evelyne Brun est directrice associée de l'Institut Wei.

2. Observatoire de l'Institut Wei : trois vagues qualitatives menées en 2008, 2009 et 2010.

appartenant aux catégories populaires dont une moitié a voté pour Ségolène Royal et l'autre pour Nicolas Sarkozy en 2007. Précisons que nous n'avons pas cherché à travailler spécifiquement auprès d'électeurs frontistes. Notre interrogation de départ était la suivante : qu'est-ce qui, aujourd'hui, dans leur expérience sociale, conduit des électeurs populaires du Parti socialiste et de l'UMP à envisager l'hypothèse d'un vote pour Marine Le Pen ?

Par milieux populaires, nous entendons l'ensemble des personnes dont le salaire mensuel maximum est de 1250 euros nets. Il est évident que cette catégorisation, si elle est simple, présente de gros inconvénients. Elle masque de très grandes disparités : les contrats à temps partiel, les situations où l'on passe d'un CDD à un autre, les contrats d'intérim, le chômage, le RSA mais également des différences de lieux de résidence... Nous n'ignorons pas cette difficulté. Notre but n'est pas ici de rendre compte de la totalité des attitudes sociales ou d'analyser comment, par exemple, le lieu de résidence peut modifier les façons de penser. Ce n'est pas que cette analyse de la diversité des

attitudes en milieux populaires nous paraisse inutile, bien au contraire. Mais notre objectif était d'un autre ordre. Il partait de l'idée suivante : si le discours de Marine Le Pen produit un effet d'attraction sur les milieux populaires, c'est qu'il doit y avoir un socle commun de représentations sociales dans ces milieux, quelle que soit par ailleurs la diversité des situations. C'est ce socle commun qu'il nous importait de décrire. Cette hypothèse de départ est loin d'être neutre. Elle suppose l'existence de ce socle, c'est-à-dire d'un ensemble de représentations doté de consistance et dans lequel se reconnaissent des personnes vivant dans des situations différentes.

La question ne se pose pas de la même façon si l'on a voté pour Nicolas Sarkozy ou pour Ségolène Royal. Commençons donc par les électeurs populaires de Nicolas Sarkozy en 2007. On a beaucoup parlé des « déçus du sarkozysme ». Nous nuancerons en distinguant la déception de la trahison. Le déçu, d'une certaine façon, s'en prend à lui-même. Il s'en veut d'avoir cru en quelqu'un. Celui qui se sent trahi, lui, est confronté à une déconvenue d'une autre nature :

la trahison est intentionnelle, pas la déception. On peut dire qu'il y a une intention de trahir, mais on ne dira pas qu'il y a une intention de décevoir. Dans les catégories populaires, et plus nettement en milieu ouvrier, on se sent aujourd'hui plutôt trahi que déçu par Nicolas Sarkozy. Ce sentiment radical explique que, plus le pouvoir actuel tente de retrouver cet électorat en utilisant les mêmes arguments qu'en 2007, plus il s'en éloigne. Réaction régulièrement entendue : « On s'est fait avoir une fois et il pense pouvoir recommencer en 2012, mais c'est qu'il nous prend pour des débiles ! ». A l'effet dévastateur de la trahison s'ajoute celui de la déconsidération. Déception et *a fortiori* trahison vont jouer un rôle fondamental dans l'intérêt que suscite le discours de Marine Le Pen, non pas tant pour punir le « traître » que pour éviter toute nouvelle déconvenue.

Les intentions de vote pour 2012 de l'électorat de Nicolas Sarkozy de 2007

| | Revoteraient Sarkozy | Voteraient Le Pen | Autre vote ou abstention |
|--|----------------------|-------------------|--------------------------|
| Ensemble des électeurs Sarkozy 2007 – 1 ^{er} tour | 57 % | 15 % | 28 % |
| Retraités électeurs Sarkozy 2007 – 1 ^{er} tour | 65 % | 11 % | 24 % |
| CSP+ électeurs Sarkozy 2007 – 1 ^{er} tour | 50 % | 12 % | 38 % |
| CSP- électeurs Sarkozy 2007 – 1 ^{er} tour | 46 % | 28 % | 26 % |

Source : cumul d'enquêtes Ifop.

Marine Le Pen verrait aujourd'hui se tourner vers elle 15 % de l'électorat s'étant porté sur Nicolas Sarkozy en 2007. Cette proportion varie très fortement. Si les « trahis du sarkozysme » ne pèsent que 12 % des catégories socio-professionnelles favorisées (CSP+) ayant voté pour lui en 2007, ils représentent 28 %, soit près de 2,5 fois plus, des électeurs populaires.

En ce qui concerne les électeurs de gauche, les raisonnements sont différents. Ils suivent ce que nous nommerons une logique concessive, qui se construit de la façon suivante : « Bien que je sois de sensibilité de gauche, je me demande si je ne vais pas finalement voter pour Marine

Le Pen ». Ce mode de raisonnement prend en charge sa contradiction et la traite en la reportant sur le discours de cette gauche dont ces électeurs se réclament et dont ils pensent qu'elle ne les comprend pas.

Il est fort probable que cette logique puisse se développer aussi dans les milieux intermédiaires durant les mois qui nous séparent de la présidentielle, au fur et à mesure que la dégradation sociale gagnera ou non du terrain.

Ce que nous constatons contredit donc les explications habituelles du vote Front national : ce n'est plus ni un vote de sanction ou d'avertissement, ni un vote par défaut. Le vote pour le Front national de Marine Le Pen devient un vote *pour*, plus qu'un vote *contre*. Bien entendu, lorsque l'on vote pour un candidat, on vote contre un autre. Il va de soi que le fait d'être déçu ou de se sentir trahi donne à l'intention de vote une dimension de sanction. Mais lorsque ces électeurs se tournent vers Marine Le Pen, ils ne font pas que se détourner de futurs candidats du Parti socialiste ou de l'UMP. Ils trouvent

dans son discours une reconnaissance qui leur manque par ailleurs. Il ne s'agit pas non plus d'une intention de vote de conviction ou d'adhésion. C'est un vote ou une intention de vote, pour l'instant au moins, « d'empathie de points de vue ».

Plus précisément, un sondage réalisé par Harris Interactive pour *Valeurs Actuelles* auprès d'un échantillon de 427 électeurs potentiels de Marine Le Pen (enquête réalisée du 28 février au 6 mars 2011) révèle un degré d'adhésion au programme et au discours du Front national assez variable selon les strates d'électeurs. 55 % de ces électeurs potentiels déclarent souhaiter que Marine Le Pen devienne présidente de la République mais cette proportion n'est que de 47 % parmi les électeurs CSP + alors qu'elle atteint 67 % parmi ses électeurs potentiels appartenant aux milieux populaires. Ces derniers semblent donc beaucoup plus « motivés » dans leur vote. Cette détermination plus forte se retrouve également dans les résultats suivants :

| | Ensemble des électeurs FN | CSP+ | CSP- |
|---|---------------------------|------|------|
| Je soutiens les idées de Marine Le Pen | 38 % | 32 % | 48 % |
| Je souhaite donner un avertissement aux autres personnalités politiques | 61 % | 66 % | 51 % |

Source : enquête Harris Interactive / *Valeurs Actuelles*, réalisée du 28 février au 6 mars 2011, auprès d'un échantillon de 427 électeurs potentiels de Marine Le Pen.

Et si l'adhésion aux idées du Front national semble plus solide dans la partie populaire de l'électorat mariniste que dans sa composante plus aisée, certaines motivations sont également plus spécifiques à cette partie de l'électorat.

La perception de l'effet d'un vote important en faveur de Marine Le Pen au premier tour en 2012

| % « oui certainement » et « oui probablement » | Ensemble des électeurs FN | CSP+ | CSP- |
|---|---------------------------|------|------|
| Une meilleure prise en compte de la question de l'immigration | 88 % | 88 % | 90 % |
| Une meilleure prise en compte de la question de la sécurité en France | 86 % | 87 % | 86 % |
| Une meilleure prise en compte des questions sociales | 77 % | 63 % | 79 % |

Source : enquête Harris Interactive / *Valeurs Actuelles*.

Electeur modeste comme électeur plus bourgeois estiment (et souhaitent) qu'un vote d'ampleur en faveur de Marine Le Pen se traduira par davantage de fermeté en matière de sécurité et d'immigration, thèmes traditionnels du FN. Mais la récente mise en avant des thématiques sociales par Marine Le Pen semble aussi recueillir un certain écho dans l'électorat frontiste et en particulier dans sa frange populaire, pour laquelle les conséquences d'un tel vote sur les questions sociales paraissent presque aussi déterminantes que celles sur la sécurité et l'immigration. Les considérations sociales constituent donc à la fois un déterminant important des motivations de l'électorat populaire envisageant de voter FN et un ressort assez spécifique à ce milieu.

Les élections cantonales ont marqué le retour sur le devant de la scène du Front national avec le meilleur score jamais atteint dans ce type d'élections. La poussée du parti de Marine Le Pen a été sensible sur tout le territoire et notamment (mais pas seulement) dans certaines zones très ouvrières, où, quand il a pu se maintenir, le Front national a atteint au second tour des niveaux assez impressionnants, comme on peut le voir au travers des quelques exemples suivants.

Le résultat du FN au second tour des cantonales dans certains cantons ouvriers

| Canton | Département | Score du FN | % d'ouvriers |
|--------------------|---------------|-------------|---------------|
| Noyon | Oise | 43,5 % | 38,4 % |
| Condé-sur-l'Escaut | Nord | 42 % | 39,2 % |
| Montbéliard-Ouest | Doubs | 40,9 % | 34,5 % |
| La Verpillière | Isère | 38,5 % | 31,3 % |
| Champagny | Haute-Saône | 38,2 % | 35,6 % |
| Grande-Synthe | Nord | 36,8 % | 40,1 % |
| Forbach | Moselle | 36 % | 36,5 % |
| Fameck | Moselle | 35,4 % | 34 % |
| Vitry-en-Artois | Pas-de-Calais | 33,7 % | 37 % |
| Givors | Rhône | 33,6 % | 33,1 % |
| France | | | 20,1 % |

Evolution des intentions de vote en faveur de Marine Le Pen entre juin-octobre 2010 et avril 2011

| | Moyenne juin/octobre 2010 (%) | Moyenne février/mars 2011 (%) | Moyenne avril 2011 (%) | Evolution |
|---------------------------|-------------------------------|-------------------------------|------------------------|---------------|
| Ensemble des Français | 13,5 | 21 | 20,5 | + 7 |
| Hommes | 13 | 21,5 | 23 | + 10 |
| Femmes | 14 | 20,5 | 18 | + 4 |
| 18-24 ans | 9,5 | 11,5 | 16 | + 6,5 |
| 25-34 ans | 20 | 25 | 24 | + 4 |
| 35-49 ans | 16 | 29,5 | 28 | + 12 |
| 50-64 ans | 14,5 | 22 | 20 | + 5,5 |
| 65 ans et plus | 7 | 12 | 12 | + 5 |
| Artisans/commerçants | 13,5 | 21 | 19 | + 7,5 |
| Prof. lib., cadres sup. | 6,5 | 12 | 14 | + 5,5 |
| Prof. intermédiaires | 19 | 16 | 14 | - 5 |
| Employés | 18,5 | 34,5 | 28 | + 9,5 |
| Ouvriers | 25,5 | 37,5 | 42 | + 16,5 |
| Retraités | 9 | 13,5 | 13 | + 4 |
| Autres inactifs | 2 | 13,5 | 17 | + 15 |
| Communes rurales | 17,5 | 25,5 | 23 | + 5,5 |
| Agglomération de province | 12 | 20,5 | 21 | + 9 |
| Agglomération parisienne | 13 | 16 | 14 | + 1 |
| Electeurs Besancenot 2007 | 3 | 5,5 | 9 | + 6 |
| Electeurs Royal 2007 | 1,5 | 4,5 | 7 | + 5,5 |
| Electeurs Bayrou 2007 | 4,5 | 10 | 8 | + 3,5 |
| Electeurs Sarkozy 2007 | 6,5 | 21 | 15 | + 8,5 |
| Electeurs Le Pen 2007 | 77,5 | 89,5 | 92 | + 14,5 |

Données extraites de sept enquêtes sur les intentions de vote réalisées par l'Ifop auprès de 2000 personnes en juin/octobre 2010, 2000 en février/mars 2011 et 3000 en avril 2011.

Parallèlement, les intentions de vote confirment la bonne santé électorale du Front national dans la perspective de la présidentielle et ont enregistré une poussée sensible de Marine Le Pen entre fin 2010 et mi 2011.

Les enseignements que l'on peut tirer de ces données d'enquête sont les suivants :

- le différentiel hommes/femmes existant à l'époque où Jean-Marie Le Pen présidait le Front national est encore présent mais il est moins marqué ;
- c'est parmi les tranches d'âge actives (25-50 ans mais surtout 35-49 ans) que Marine Le Pen réalise ses meilleurs scores et qu'elle a le plus progressé au cours des derniers mois ;
- les intentions de vote sont très élevées et en forte hausse dans les milieux populaires ; on remarque également une capacité à mordre sur les classes moyennes et supérieures, jusque-là rétives au Front national ; la progression est continue, y compris sur la dernière période, parmi les ouvriers qui constituent plus que jamais le cœur de l'électorat frontiste et chez qui Marine Le Pen « règne »

aujourd'hui sans partage : seulement 18 % d'intentions de vote pour Martine Aubry et 13 % pour Nicolas Sarkozy parmi les ouvriers ;

- on note une implantation confirmée dans la France rurale mais aussi dans les communes urbaines de province, avec un niveau historiquement élevé en région parisienne ;
- le noyau frontiste est fidélisé mais on remarque également une hausse sensible dans l'électorat sarkozyste de 2007 avec, néanmoins, un tassement sur les derniers mois.

On le sait, le vote Front national répond depuis plus de 25 ans à une géographie assez particulière, avec des zones de force concentrées pour l'essentiel à l'est d'une ligne Le Havre - Valence - Perpignan et une « France de l'Ouest » plus réfractaire au vote lepéniste.

Des écarts régionaux très prononcés notamment dans les milieux populaires (ventilation géographique des mesures d'avril 2011)

| | France (%) | France de l'Ouest (%) | France de l'Est (%) | Différentiel |
|-------------------------|-------------|-----------------------|---------------------|--------------|
| Ensemble | 20,5 | 18 | 23 | + 5 |
| 18-24 ans | 16 | 14 | 20 | + 6 |
| 25-34 ans | 24 | 18 | 32 | + 14 |
| 35-49 ans | 28 | 24 | 31 | + 7 |
| 50-64 ans | 20 | 18 | 21 | + 3 |
| 65 ans et plus | 12 | 12 | 12 | = |
| Artisans/commerçants | 19 | 18 | 20 | + 2 |
| Prof. lib., cadres sup. | 14 | 9 | 21 | + 12 |
| Prof. intermédiaires | 14 | 12 | 15 | + 3 |
| Employés | 28 | 21 | 34 | + 13 |
| Ouvriers | 42 | 36 | 46 | + 10 |
| Retraités | 13 | 13 | 13 | = |
| Autres inactifs | 17 | 16 | 19 | + 3 |

Source : enquêtes sur les intentions de vote réalisées par l'Ifop en avril 2011, auprès d'un échantillon représentatif de 3000 personnes.

Ce constat se retrouve dans l'analyse spatialisée des intentions de vote présentées ci-dessus avec 23 % en faveur de Marine dans la « France de l'Est » (qui regroupe, dans un découpage certes un peu sommaire, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne, Lorraine,

Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes, Paca et Languedoc-Roussillon) contre 18 % dans la « France de l'Ouest » (agrégant Ile-de-France, Basse et Haute-Normandie, Centre, Pays-de-la-Loire, Bretagne, Poitou-Charentes, Limousin, Auvergne, Midi-Pyrénées et Aquitaine). Cette segmentation, quoiqu'un peu grossière, montre bien la persistance d'un clivage entre ces deux France, même si le différentiel entre les deux blocs (5 points) n'est plus aussi important que par le passé et que le niveau atteint dans la partie ouest du pays (18 %) est très élevé. Cette montée en puissance dans les « terres de mission » de l'Ouest a d'ailleurs été enregistrée lors des dernières cantonales qui ont vu le Front national accéder au second tour pour la première fois dans toute une série de cantons situés dans des départements jusqu'ici très faiblement frontistes. On pourra citer par exemple : Sigoulès et La Force en Dordogne, Marenne et Saujon en Charente-Maritime, Pleine-Fougères en Ille-et-Vilaine, Lorient-Nord dans le Morbihan, Blagnac et Fronton en Haute-Garonne, ou bien encore quatre cantons limougeaux (Haute-Vienne) ou Pauillac et Floirac en Gironde.

L'écart global entre France de l'Est et France de l'Ouest renvoie à une pénétration différente du vote frontiste dans les couches sociales et les tranches d'âge selon le lieu de résidence. Comme on peut le voir, si la structure du vote est identique dans nos deux France avec un vote Front national plus présent parmi les 25-50 ans et dans les milieux populaires, les 65 ans et plus restant réfractaires, on constate néanmoins de vrais écarts de niveau entre les deux territoires. Quand Marine Le Pen rallierait 36 % des voix des ouvriers dans l'ouest de la France, elle atteindrait presque 50 % (46 % exactement) parmi leurs homologues de la moitié Est. On observe également un sur-vote de 13 points dans la catégorie des employés et de 14 points parmi les 25-34 ans de l'Est par rapport à ceux de l'Ouest. On peut faire l'hypothèse que ces écarts importants à catégorie socio-professionnelle ou âge identiques renvoient à l'influence de l'environnement de proximité sur le vote. On sait que la moitié est du pays connaît un niveau de délinquance et une présence immigrée sensiblement plus élevés que dans la France de l'Ouest. On sait également que cette France de l'Est souffre davantage de

la désindustrialisation et des délocalisations. Quand ils sont présents dans l'environnement régional ou de proximité, ces éléments déstabilisants et anxiogènes viennent donner corps aux discours et analyses du Front national et expliquent sans doute une propension plus élevée de passage à l'acte, notamment dans les milieux populaires les plus fragilisés et les plus exposés. Et quand tous ces ingrédients sont rassemblés, la puissance et la prégnance du vote frontiste peuvent devenir spectaculaires. Rappelons ce chiffre : aujourd'hui, près d'un ouvrier sur deux des régions de la moitié est du pays pourrait voter en faveur de Marine Le Pen au premier tour de la prochaine présidentielle.

Le décor étant planté, il nous semble important de préciser que l'analyse que nous présentons dans les pages suivantes n'est pas spécifiquement centrée sur Marine Le Pen mais sur l'expérience sociale que nous décrivent les électeurs des milieux populaires qui se sentent tentés de voter pour elle en 2012.

La partie qualitative de cette étude s'est déroulée entre fin 2010 et début 2011. Durant cette période, quelque chose a basculé dans l'opinion et plus particulièrement dans les milieux populaires. Un seuil a été dépassé. Quelque chose s'est brisé. Le peu de confiance qui demeurait après trois années de crise – qui furent aussi trois années d'intense communication politique – s'est effiloché. La « sortie de crise » était un thème central durant l'année 2010. Il s'agissait de savoir si elle aurait lieu dans un an, dans deux ans ou dans trois ans... Début 2011, les Français, et surtout les milieux populaires, ne se posent plus cette question. Ce n'est pas de la date de cette sortie dont ils doutent, c'est à l'idée même que l'on va sortir de la crise comme l'on sort d'un tunnel qu'ils ne croient plus. La notion de sortie de crise n'a plus vraiment de sens. Les milieux populaires estiment que nous sommes déjà entrés dans une nouvelle séquence : l'après-crise n'est pas une sortie de crise, c'est une installation dans une situation qui a été instaurée par trois années de crise. Cette situation est plus dure, plus tendue, plus rude pour les plus vulnérables : plus inacceptable aussi car plus injuste.

Interrogés en mai dernier sur leur état d'esprit concernant la situation économique et sociale actuelle de la France, 48 % des Français se disent « révoltés », 30 % « résignés » et 13 % seulement se déclarent « confiants ».

Ce climat social très tendu est encore plus manifeste dans les milieux populaires pour lesquels la montée de l'exaspération est palpable.

Comme on peut le voir dans le tableau suivant, le sentiment de révolte est de plus en plus répandu au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale et devient largement majoritaire parmi les ouvriers. Chez ces derniers, la colère et la révolte l'emportent très nettement sur la résignation, alors que ces deux sentiments sont assez équilibrés parmi les CSP + et les professions intermédiaires.

Signe du profond malaise et de l'inquiétude régnant dans les catégories populaires, la proportion d'individus se déclarant « confiant » y est tout à fait marginale.

L'état d'esprit face à la situation économique et sociale de la France

| | Ensemble des Français | Cadres et professions libérales | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers |
|----------|-----------------------|---------------------------------|----------------------------|----------|----------|
| Révolté | 48 % | 36 % | 47 % | 52 % | 64 % |
| Résigné | 30 % | 35 % | 40 % | 28 % | 19 % |
| Confiant | 13 % | 21 % | 7 % | 8 % | 6 % |

Source : sondage Ifop / Association « Manifeste pour un débat sur le libre-échange », réalisé du 17 au 19 mai 2011, auprès d'un échantillon national représentatif de 1012 personnes.

Dans le même ordre d'idées, une autre enquête de l'Ifop effectuée en juillet 2009 pour *L'Humanité*³ sur la réaction des Français aux séquestrations de patrons et de cadres dirigeants qui se multipliaient à l'époque (Caterpillar, New Fabri, Sony, etc.) indiquait également l'existence d'une véritable colère ouvrière. Quand 15 % des Français condamnaient ces actions, 62 % les comprenaient sans les approuver et seulement 23 % les approuvaient, tandis que l'approbation atteignait 44 % parmi les ouvriers, 52 % comprenaient mais n'approuvaient pas et seulement 4 % les condamnaient.

3. Sondage Ifop pour *L'Humanité*, réalisé par internet du 27 au 29 juillet 2009 auprès d'un échantillon national représentatif de 1005 personnes.

POUVOIR ET POLITIQUE

Diktat des marchés financiers, contraintes de l'Europe

Lors de l'*Observatoire de la crise* que nous avons réalisé en 2008, 2009 et 2010, nous avons vu se dessiner dans les représentations de tous les milieux sociaux l'hégémonie d'une oligarchie financière rassemblant grands patrons du CAC 40, fonds d'investissement, banques et traders.

Fin 2010, notamment pour les milieux populaires, le pouvoir effectif n'est plus détenu par les acteurs politiques mais par les marchés financiers. Deux épisodes déterminent cette vision. D'une part, le fait que les Etats et particulièrement ici l'Etat français ont « sauvé » les banques, mais sans prise de contrôle ni contrepartie. Or, une fois redressées, les banques ne sont pas perçues comme jouant un rôle positif dans la relance économique. Bien plus, elles finissent par afficher des résultats historiques en contraste violent avec la situation de la

société française qui, elle, s'enfoncé dans la crise économique. Les banques n'ont pas joué le jeu et l'Etat s'est fait berber. La question qui traverse les esprits est alors de savoir si cette situation est liée à une ruse des banques, plus malines que l'exécutif, ou s'il s'agit d'un rapport de force. Loin d'avoir imposé quoi que ce soit aux banques en échange de son soutien, l'Etat se serait plutôt fait contraindre à un sauvetage financier de grande envergure. Ce doute sur la question du pouvoir effectif, qui se développe dans les esprits tout au long de l'année 2010, va être amplifié par la question grecque, second épisode donnant corps à l'idée d'une prise de pouvoir par les marchés financiers. Pour le grand public, et donc ici, plus particulièrement, pour les milieux populaires, l'austérité imposée aux Grecs n'est pas le fait d'une décision politique, nationale ou européenne, mais d'une décision des marchés financiers que l'on suppose détenteurs du véritable pouvoir. Que la Grèce ait été un mauvais élève ou non, qu'elle mérite ou non de payer pour ses inconséquences économiques passées, importe peu dans l'image que les marchés financiers ont acquise. Ce sont les

marchés qui sanctionnent. Il convient d'analyser plus avant l'image que ce pouvoir a acquise. Non seulement ce sont ces marchés qui décident de la rigueur mais ils en imposent également l'intensité. Ce degré supplémentaire n'est pas rien. Cette intensité est perçue comme un obstacle à la reprise économique qui était censée la justifier. D'où la conclusion : les marchés financiers exercent leur pouvoir non pas au nom de l'économie mais de leur propre profit. Peu importe les destructions économiques et les conséquences catastrophiques pour les peuples. La finalité des marchés financiers apparaît comme n'étant ni d'ordre économique ni d'ordre politique. Les économies et les politiques nationales, les Etats et *in fine* l'Europe sont dominés, asservis, instrumentalisés.

Les milieux populaires finissent l'année 2010 et débutent l'année 2011 avec cette vision d'un pouvoir sans partage détenu par l'oligarchie financière et confisqué à la sphère politique. Nous savons bien que la crédibilité du pouvoir politique ne cesse de se dégrader depuis des décennies. Cette nouvelle étape d'un lent processus ne fait pas qu'en

accentuer la perception négative : elle la fait changer de nature. Jusque là, pour aller vite, le discrédit du politique était lié à une image d'incompétence, d'absence de résultats sur le front de la lutte contre le chômage, d'abus, de malhonnêteté, de scandales éthiques. Ce n'est plus le cas ou, plus précisément, ce n'est plus seulement le cas aujourd'hui.

A ces défaillances s'ajoute en effet aujourd'hui l'idée que les acteurs politiques ne sont plus en position de décider. Ce n'est plus seulement qu'ils ne savent pas décider, qu'ils prennent de mauvaises décisions ou que leurs décisions sont contestables pour une raison ou pour une autre. Non, aujourd'hui, l'opinion ne doute pas tant de la compétence des acteurs politiques que de l'existence de marges de manœuvre qui leur permettraient d'agir.

L'idée que les marchés financiers sont en possession du pouvoir effectif se conjugue ici avec la vision, formée bien avant la crise, d'une « Europe de la contrainte », réduisant elle aussi, mais préalablement à la crise déjà, les marges de manœuvre des politiques nationales.

Cette convergence entre marchés financiers par nature mondialisés et Europe raffermit ce qui, en 2005, avait fait basculer la France et les milieux populaires en particulier vers le refus de la Constitution européenne. Une Europe qui, loin de la favoriser voire de la protéger, surexpose la France à la mondialisation, la démunit face aux concurrences intra et extra-européennes. Nous reviendrons plus bas sur cette notion, plus complexe qu'il n'y paraît, de protection.

La perte de pouvoir des acteurs politiques nationaux résulte donc de deux phénomènes convergents : l'hégémonie des marchés financiers et l'envahissement des contraintes communautaires. L'espace de la décision politique devient résiduel : « On n'a plus les manettes », entend-on dans les discours d'une majorité de Français et plus fortement encore dans les milieux populaires.

Les quelques données quantitatives ci-dessous témoignent de la prégnance de ces représentations dans la société française et notamment dans les catégories populaires qui, bien plus que les cadres supérieurs et professions libérales, perçoivent la construction européenne comme un véritable carcan, critique régulièrement formulée d'ailleurs par Marine Le Pen.

| % d'approbation | Ensemble des Français | Cadres et professions libérales | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers |
|---|-----------------------|---------------------------------|----------------------------|----------|----------|
| Aujourd'hui, ce sont principalement les marchés financiers et non plus les Etats qui dirigent le monde | 89 % | 82 % | 88 % | 87 % | 91 % |
| Avec tous les traités européens que la France a signés, le gouvernement n'a plus aujourd'hui vraiment de marges de manœuvre | 74 % | 59 % | 68 % | 72 % | 80 % |

Source : enquête Ifop / *Marianne*, réalisée par internet, du 18 au 22 février 2011, auprès d'un échantillon national représentatif de 2006 personnes.

Dette et monnaie

Aux diktats des marchés financiers, aux contraintes qu'impose l'Europe, les catégories populaires ajoutent un troisième terme, qui n'est en fait étranger ni au premier, ni au deuxième : la dette.

Cette question inquiète très fortement les Français et notamment les milieux populaires. Selon un sondage Ifop pour la Friedrich Ebert Stiftung et la Fondation Jean-Jaurès, réalisé par internet du 3 au 9 décembre 2010 auprès d'un échantillon national représentatif de 809 personnes en France et de 801 personnes en Allemagne, 87 % des Français et 89 % des catégories socio-professionnelles défavorisées (CSP -), se disent inquiets face au déficit public et à la dette de l'Etat. A ce niveau, les catégories populaires ne se distinguent pas du reste de la population ; pour autant, lorsqu'on aborde le sujet de la dette différemment, on voit poindre une inquiétude plus forte dans ces milieux. 74 % jugent ainsi « certain » ou « probable » le fait que la France puisse connaître dans les prochains mois ou les prochaines années la même situation que la Grèce et l'Irlande, cette proportion n'étant « que » de 59 % parmi les CSP + (15 points d'écart) et de 63 % (11 points d'écart) dans l'ensemble de la population.

Entre les milieux populaires et les catégories plus favorisées, la différence d'attitude face à la dette ne se réduit pas à un contraste d'intensité de l'inquiétude. L'analyse des discours fait apparaître une différence d'une autre nature. Dans le discours des cadres, par exemple, la dette est très présente. Elle inquiète mais suscite des raisonnements relevant d'une logique économique. Une dette nationale, ça se réduit, ça se gère, ça se négocie... Une dette ça circule au travers de la monnaie, ça se fluidifie par et dans la monnaie. La monnaie peut d'ailleurs être définie comme un moyen de faire circuler la dette, de la socialiser. Les milieux aisés pensent le rapport à la dette dans le cadre économique et donc dans le cadre de la monnaie. Pour importante qu'elle soit, pour divers que soient les positions et les avis qu'elle suscite, la dette se pense dans le cadre de l'euro.

Les discours des catégories populaires s'organisent autour d'une autre logique. Tout d'abord, la notion de dette fait une apparition forte dans l'imaginaire de cette partie de la population à partir de la communication politique visant

à construire la légitimité de réformes décidées par l'Élysée : réforme des retraites, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, restriction des remboursements de la sécurité sociale, etc.

Mais ce n'est pas parce qu'une notion circule médiatiquement qu'elle prend une place structurante dans les discours. Il faut un « levier cognitif », qui permet d'imaginer sa portée. L'analogie a cette fonction. On comprend ce qu'est la dette nationale par analogie avec l'endettement du foyer. Lorsque les rentrées sont inférieures aux dépenses, la dette se creuse. Dans l'économie du foyer, en milieu populaire, la dette est ce qui doit être remboursé. Mais, aujourd'hui, signe des temps, ce n'est plus au travers de la dette du foyer que l'on appréhende la dette nationale mais au travers du surendettement. Rien d'étonnant car, même si tous les foyers populaires ne sont pas surendettés, chacun sent planer la menace d'un basculement. Le passage de l'endettement au surendettement est d'autant plus imaginable que l'on vit, comme nous le développerons plus bas, avec un budget familial

au taquet. Quand on parvient à boucler les fins de mois, c'est toujours de justesse. Un rien peut faire déraiser la situation et *a fortiori* la perte d'emploi, la baisse des revenus, l'augmentation du loyer... Le surendettement est défini par ces milieux comme une situation dans laquelle il est devenu impossible de tenir son rôle d'acteur et de sujet économiques à part entière. Situation où l'on chavire. Situation où l'on perd la face. Catastrophe dont on peut ne pas se relever.

Parallèlement, le montant de la dette nationale renvoie à une échelle qui rend impossible que l'on puisse « se rendre compte » de ce que cela signifie concrètement. La dette dépasse l'imagination, l'entendement. Dette sans mesure. Dette inextinguible. Par analogie, la dette nationale est vécue comme le surendettement des ménages : une dette qui ne peut se résoudre.

Contrairement à ce qui se passe dans le discours des milieux aisés, la dette nationale est assimilée au surendettement des ménages dans l'imaginaire populaire, elle

déborde du cadre économique et ne peut plus se traiter économiquement. Le spectre de la Grèce plane. Si la dette ne peut être résolue dans le cadre économique actuel, alors il faut sortir de ce cadre. Se tisse ainsi un lien entre la perception de la dette nationale et la nécessité de sortir de l'euro. La sortie de l'euro n'est pas aujourd'hui évoquée systématiquement, mais le « chemin logique » qui y mène est déjà tracé dans les esprits. La relation de nécessité existe en pointillé, potentiellement. Lien mobilisable durant la campagne... notamment par Marine Le Pen.

L'idée d'un retour au franc et d'un abandon de l'euro, ardemment défendue par Marine Le Pen mais qui apparaît chez les décideurs comme une hérésie et une ineptie, est assez partagée dans les milieux populaires et plus encore parmi les ouvriers qui sont un sur deux à souhaiter que l'on sorte de l'euro, contre 11 % des cadres supérieurs et des professions libérales.

L'adhésion à la sortie de l'euro et au retour au franc

| Catégories | % Favorable à la sortie de l'euro | % Opposé à la sortie de l'euro |
|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| Ensemble des Français | 28 % | 72 % |
| Cadres supérieurs et prof. lib. | 11 % | 89 % |
| Professions intermédiaires | 33 % | 67 % |
| Employés | 40 % | 60 % |
| Ouvriers | 49 % | 51 % |

Source : sondage Ifop / *France Soir*, réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de 1007 personnes du 5 au 6 janvier 2011.

ploi en France ». Mais elle est particulièrement vive parmi les ouvriers qui sont 46 % à anticiper des conséquences « très négatives sur l'emploi » contre 27 % des cadres supérieurs et professions libérales et 34 % des professions intermédiaires.

Source : sondage Ifop / Association « Manifeste pour un débat sur le libre-échange », réalisé du 17 au 19 mai 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1012 personnes.

Dans le même ordre d'idées, si la question d'une remise en cause du libre-échange et de l'augmentation des droits de douane, sur les produits en provenance des pays à bas coûts de main d'œuvre comme la Chine et l'Inde par exemple, est hors de propos pour la grande majorité des décideurs français, ces initiatives sortant du « cercle de la raison » cher à Alain Minc, les milieux populaires semblent très inquiets quant aux conséquences de cette politique sur l'emploi. Cette crainte semble largement partagée puisque 75 % des Français estiment que « sur les dix prochaines années, l'ouverture des frontières de la France et de l'Europe aux marchandises provenant de pays tels que la Chine ou l'Inde et l'ouverture de ces pays aux produits français auront globalement des effets négatifs sur l'em-

EXPÉRIENCE SOCIALE DES MILIEUX POPULAIRES : L'INSÉCURISATION

Insécurité, sentiment d'insécurité, insécurisation

Non seulement le terme d'insécurité est récurrent dans tous les discours des milieux populaires, mais il joue une fonction centrale dans la construction de la relation que ces milieux entretiennent avec le monde. L'insécurité n'est pas un aspect particulier de l'expérience des catégories populaires. L'insécurité est l'élément qui structure cette expérience. La récurrence de ce thème n'est pas déterminée par les discours sécuritaires de l'offre politique de l'extrême droite ou de Nicolas Sarkozy. Certes, les discours populistes et électoralistes exploitent cette question et, certes, cette exploitation amplifie l'inquiétude. Mais il faut prendre garde à ne pas réduire la partie centrale de l'expérience sociale des milieux populaires à un effet de manipulation de la communication médiatico-politique. On ne crée pas un sentiment social sans que la réalité à laquelle on se réfère s'y prête. La réalité à laquelle

la communication se réfère et sur laquelle elle intervient est toujours caractérisée par des dispositions particulières sur lesquelles les stratégies politiques peuvent « s'accrocher ». Les discours sécuritaires ne sont pas sans effet de structuration, mais c'est la preuve que la réalité y est disposée. Contrecarrer le populisme ce n'est pas nier ces dispositions de la réalité, c'est rejeter les exploitations qui peuvent en être faites. Ceci étant posé, méthodologiquement, ce qui nous intéresse dans le cadre de cette étude n'est pas de savoir si l'importance de la question de la sécurité correspond à une réalité objectivable ou non, ni si elle est le fruit des médias ou des discours populistes. Ce qui nous intéresse ici, c'est la place que tient cette question dans l'expérience des milieux populaires.

Pour appréhender cette place, nous devons faire trois distinctions : entre insécurité et sentiment d'insécurité, entre insécurité et insécurisation et enfin entre trois registres d'insécurisation.

Commençons par un rappel. L'insécurité et le sentiment d'insécurité sont deux réalités différentes. L'insécurité est liée à la confrontation à un danger concret. Le sentiment d'insécurité est ressenti lorsque l'on est confronté non à un danger mais à son éventualité. La différence n'est pas assimilable à une différence de degré. Il en va d'une différence catégorique de la relation au danger. L'éventualité n'est pas la factualité. Le danger éventuel, qui ne se présente pas nécessairement mais pourrait se présenter, est de l'ordre du possible. Or, dans la société telle que les milieux populaires la vivent, l'ordre du possible a changé de nature : pour aller vite, nous dirons qu'aujourd'hui « tout est possible », c'est-à-dire que tout peut advenir dans le domaine du danger. Si tout est considéré comme possible, alors l'opposition entre possible et impossible n'a plus de sens. Un monde où tout est possible est un monde sans règle. La société aurait-elle perdu toutes règles ?

Non, bien sûr, ce serait excessif de le dire, encore que ce soit le cas dans les zones de non droit. Il faut ici introduire une autre distinction entre situation statique et

situation dynamique : entre insécurité et insécurisation ou entre sentiment d'insécurité et sentiment d'insécurisation. L'insécurisation et le sentiment d'insécurisation renvoient à l'idée d'une destruction lente, progressive des règles et non à leur absence. Cette distinction nous évite de tomber dans la caricature d'un monde anémique et nous permet de décrire une inquiétude liée non pas au danger mais à la dissolution des règles, qui rend envisageable la survenue de tout danger. Par commodité, nous proposons d'employer le terme d'insécurisation pour désigner le processus de dégradation conjointe de l'insécurité et du sentiment d'insécurité.

Notre troisième distinction, enfin, concerne les registres sur lesquels portent ces questions de factualité et d'éventualité, d'insécurité et d'insécurisation. Il y a une différence entre l'emploi du terme d'insécurité dans le discours des commentateurs et analystes politiques et dans celui des personnes auprès de qui nous avons enquêté. Pour les premiers, il s'agit de l'insécurité physique que certains instituts de sondages comparent, dans une sorte de tiercé des inquiétudes, à la baisse du pouvoir

d'achat et au chômage. L'emploi du terme d'insécurité dans le discours des milieux populaires ne se limite pas aux dangers physiques ou matériels. Lorsque l'on parle d'insécurité, il s'agit aussi d'insécurité économique et d'insécurité culturelle ou identitaire.

Le thème du rapport au danger se diffracte sur ces trois registres physique, économique et culturel sur lesquels viennent jouer les deux couples que nous avons distingués : insécurité et sentiment d'insécurité, insécurité et insécurisation.

Insécurisation physique et culturelle

Le rapport au danger physique et matériel englobe les agressions, intimidations, incivilités, manques de respect, vols et autres rackets. Ce premier registre est fondamental, puisque l'idée même de société suppose la réduction de tout danger physique et la préservation des biens matériels⁴.

4. Nous pouvons relire ici, comme nous le propose Robert Castel, Hobbes et Locke. Cf. Robert Castel, *L'insécurité sociale*, Seuil/La république des idées, 2003.

Le sentiment d'insécurité physique est partagé par une majorité de Français, comme le montre le tableau suivant. Les cadres y sont moins sensibles, mais ils ne représentent que 14 % des actifs. On notera également que le sentiment d'insécurité a progressé de 15 points entre septembre 2010 et février 2011, période durant laquelle nous avons déjà dit que les perceptions avaient basculé. Parmi les ouvriers, ce sentiment progresse de 11 points durant cette séquence.

| % d'approbation | Ensemble des Français | Cadres et professions libérales | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers |
|---|-----------------------|---------------------------------|----------------------------|----------|----------|
| On ne se sent en sécurité nulle part (février 2011) | 65 % | 36 % | 66 % | 72 % | 75 % |
| On ne se sent en sécurité nulle part (septembre 2010) | 50 % | 29 % | 44 % | 63 % | 64 % |

Source : enquête Ifop/Marianne, réalisée par internet, du 18 au 22 février 2011, auprès d'un échantillon national représentatif de 2 006 personnes.

La crise de la vie quotidienne s'articule à une autre fragilisation qui, elle, a trait aux difficultés d'intégration des populations immigrées. La France, dont la dette, nous

l'avons souligné, est évoquée systématiquement par les personnes que nous avons rencontrées, n'a plus les moyens, affirment-elles, d'intégrer des flux d'immigrés qui s'intensifient notamment à la suite des révolutions des pays arabes. Les flux migratoires augmentent alors que diminuent les capacités économiques permettant leur intégration. Cette contradiction se traduit selon nos interviewés par des situations déséquilibrées qui suscitent une insécurité croissante et accentuent le délitement du quotidien.

Les personnes que nous avons rencontrées ne sont pas des électeurs historiques du Front national : elles peuvent avoir un discours virulent contre les flux migratoires sans nécessairement tenir des propos xénophobes ou racistes. Leur position est en quelque sorte imperméable à la contre-argumentation fondée sur les valeurs de tolérance. Ces milieux ont le sentiment que ce sont eux et eux seuls qui font les frais des échecs de l'intégration, auxquels ils sont physiquement confrontés. La détermination des lieux de résidence est ici considérable : « ceux qui vivent là où je vis

savent bien ce que c'est, ceux qui vivent en centre-ville, eux, nous prennent pour des racistes ». Dans les quartiers à forte population immigrée, les milieux populaires ont l'impression que les codes et les valeurs dominantes ne sont plus les mêmes et que les nouveaux arrivants ont imposé aujourd'hui de nouvelles normes. C'est notamment le cas en matière vestimentaire (avec le voile « islamique ») mais aussi, de manière plus récente, en matière alimentaire avec la visibilité grandissante des commerces et produits halals qui se diffusent y compris jusque dans les cantines scolaires ou la restauration. La polémique autour du Quick halal de Roubaix (lancée par Marine Le Pen) est de ce point de vue significative : pour nos milieux populaires, si une grande enseigne de restauration privée décide de passer au halal, c'est qu'elle a estimé que cette décision était économiquement rentable car la majorité de la population de ce quartier est musulmane et donc en capacité d'imposer ses règles et ses codes.

Approbation (% plutôt d'accord) de différentes opinions

| | Ensemble des Français | Cadres et professions libérales | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------------------------|----------------------------|----------|----------|
| Il y a trop d'étrangers en France | 65 % | 40 % | 66 % | 71 % | 68 % |

Source : enquête Ifop/Marianne, réalisée par internet du 18 au 22 février 2011, auprès d'un échantillon national représentatif de 2006 personnes.

Insécurisation économique : la crise du quotidien

Plus on est vulnérable économiquement, plus on ressent l'insécurité. Deux raisons à cela, qui ne sont pas du tout de même nature et que l'on ne doit pas opposer. La première explication relève de l'insécurité : les dangers physiques effectifs sont plus présents dans des zones d'habitation où les milieux populaires sont concentrés. La seconde explication relève de la relation entre vulnérabilité économique et sentiment d'insécurité et nous permet d'introduire le deuxième registre du danger, l'insécurisation économique. Les inquiétudes liées à la perte économique concernent la perte du pouvoir d'achat, la perte

d'emploi, la perte d'argent, la perte de salaire. Cet ensemble de pertes met en péril la place de chacun comme acteur économique. Le danger qui guette est progressif et conduit, par degrés, jusqu'à la catastrophe : la perte de ses revenus et de son logement. Le début de ce processus catastrophique, premier signe inquiétant, est la baisse du pouvoir d'achat. Elle remet en cause, petit à petit, la capacité à consommer, alors même que la consommation est un mode majeur de socialisation⁵. Ne plus pouvoir consommer c'est se désocialiser. Ne plus avoir les moyens aujourd'hui de payer les forfaits de téléphonie mobile ou d'internet, c'est s'exclure des modes de relations aussi bien interpersonnels qu'institutionnels ou commerciaux, qui tissent les supports indispensables de la vie collective. De la même façon, les milieux populaires, notamment ceux résidant en grande périphérie des agglomérations, sont extrêmement dépendants de leur automobile pour aller travailler quotidiennement ou pour faire leurs

5. Nous avons déjà insisté, avec Philippe Guibert, sur l'importance de cette fonction de la consommation, comme modalité de socialisation dans *Le descenseur social* (Plon/Fondation Jean-Jaurès, 2006).

achats. Les hausses répétées des prix à la pompe prennent cette partie de la population littéralement à la gorge quand il faut désormais consacrer 70 euros pour faire le plein alors qu'on en gagne 1000 ou 1200 par mois. Marine Le Pen ne s'y est pas trompée quand elle a été la première à réagir sur ce thème en début d'année alors que Total annonçait des bénéfiques records. Pour cet électorat déjà fragilisé, perdre son pouvoir d'achat c'est se trouver en danger de désocialisation.

Alors que l'insécurisation physique met en échec la possibilité même du vivre ensemble, l'insécurisation économique met en péril la possibilité pour chacun d'être un acteur à part entière dans cette société : travailler, gagner de l'argent, consommer, se déplacer, épargner pour se projeter dans l'avenir, progresser dans l'échelle sociale.

Le tableau de la page 44 montre que le sentiment d'insécurité fait un bond de 15 points sur la totalité des Français en cinq mois, entre septembre 2010 et février 2011. Or nous avons suivi sur cette même période – période de

dégradation claire des situations économiques – l'évolution des milieux populaires à travers un ensemble d'entretiens sociologiques. Nous pouvons faire l'hypothèse d'une corrélation entre sentiment d'insécurité physique et sentiment d'insécurité économique. Plus on se sent fragile économiquement plus on se sent vulnérable physiquement.

Entre septembre 2010 et février 2011, les milieux populaires ressentent bien le passage d'un seuil. L'accumulation des augmentations de prix durant les deux premiers mois de l'année 2011 produit un effet désastreux. Prix alimentaires, contraventions, loyers, gaz, carburants : l'impression qui domine est que l'Etat, les distributeurs, les grandes entreprises « grattent partout où ils peuvent gratter ». Ces augmentations se traduisent de façon catégoriquement différente pour le haut des classes moyennes et pour les milieux populaires. Les premiers restreignent leur consommation. Les seconds, eux, ne peuvent plus boucler leur budget et font porter les restrictions sur les fondamentaux de la vie quotidienne : chauffage, alimentation, santé, déplacement... Pour les premiers, le quotidien devient

plus dur, pour les seconds, il est vraiment entré en crise. Les milieux populaires ne vivent plus aujourd'hui sous la menace d'une crise mais dans l'urgence de ses premiers dégâts.

La façon dont on s'en sort avec ses revenus

| | Total difficilement | Très difficilement | Assez difficilement | Correctement | Total facilement | Assez facilement | Très facilement |
|---------------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|--------------|------------------|------------------|-----------------|
| Ensemble des Français | 36 % | 9 % | 27 % | 48 % | 16 % | 11 % | 5 % |
| Cadres et professions libérales | 23 % | 6 % | 17 % | 51 % | 26 % | 21 % | 5 % |
| Professions intermédiaires | 32 % | 6 % | 26 % | 55 % | 13 % | 10 % | 3 % |
| Employés | 53 % | 13 % | 40 % | 42 % | 5 % | 4 % | 1 % |
| Ouvriers | 56 % | 16 % | 40 % | 38 % | 6 % | 5 % | 1 % |

Source : enquête Ifop/Marianne, réalisée par internet du 18 au 22 février 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 2006 personnes.

Illustration de cette fragilité accrue des milieux populaires au plan économique : en février dernier, 56 % des ouvriers et 53 % des employés déclarent s'en sortir difficilement avec leurs revenus, soit 20 points de plus que la moyenne et 33 points de plus que les cadres et professions libérales, cette forte contingence obérant sans doute leur capacité à se projeter ou à interpréter la situation au niveau macro.

Cette détérioration historique du présent fait système avec le chômage. Peu leur importe que le chômage du mois de février ou de mars ait augmenté ou baissé de 0,5 % ou de 1 %. Ces chiffres n'ont aucun impact sur eux, car le chômage est à leurs yeux, non pas une donnée statistique, mais à la fois une menace personnelle et le levier d'une transformation de l'emploi, qui participe de la destruction du présent : temps partiel contraint, CDD, baisse des salaires, déclassement, exclusion des jeunes. Le présent économique se défait et il est impossible de se projeter dans l'avenir.

A l'enquête sur les milieux populaires que nous avons réalisée en 2006 avec Philippe Guibert, nous avons donné le titre de *Descenseur social*⁶. Nous constatons que, pour les milieux populaires, l'avenir s'était assombri. En contradiction avec la promesse républicaine que constitue l'ascenseur social, les Français des milieux populaires craignaient de vivre moins bien demain et

6. Alain Mergier et Philippe Guibert, *Le descenseur social*, Plon/Fondation Jean-Jaurès, 2006.

avaient surtout peur que leurs enfants aient une vie plus difficile que la leur. Nous décrivions donc une crise de l'avenir proche, personnelle et générationnelle. Cinq ans après, les milieux populaires n'en sont manifestement plus là. Il ne s'agit plus pour eux d'une crise de l'avenir proche mais d'une crise du présent. D'une crise de la vie quotidienne dans son immédiateté. Loin de se substituer à la précédente, cette crise s'y additionne. Par un effet cumulatif, non seulement le présent semble de plus en plus difficile à vivre, mais on ne peut pas le considérer comme un mauvais moment à passer : les perspectives, les projections dans l'avenir proche ou lointain semblent tout aussi impossibles qu'il y a cinq ans. La sortie de crise n'apparaît alors pour les milieux populaires que comme une figure de communication politique sans aucun rapport avec la réalité actuelle ni avec la marche du monde.

Insécurisation du contrat social

La conjonction des crises du présent et de l'avenir proche est d'autant plus difficile à accepter qu'elle ne concerne

pas que soi, mais aussi ses enfants. Cette extension générationnelle donne à cette double crise le caractère tragique du dérèglement d'une société qui sacrifie ses enfants. Ce sentiment de sacrifice suscite bien des questions : au profit de qui ou de quoi ? Est-ce que cela mène à quelque chose ? Y a-t-il une perspective qui se dessine ? Ou bien au contraire n'est-ce que le résultat d'un phénomène de délitement progressif de la nation ? Finalement, n'est-ce pas la France qui sombre inexorablement ? Cette hypothèse est d'autant plus présente que cette crise du quotidien se développe sur fond d'une mondialisation médiatiquement très présente.

L'hypothèse du délitement de la nation auquel ces raisonnements conduisent constitue le troisième registre de l'insécurisation, celui du pacte social. Il renvoie à tout ce qui règle les modes de vie, aussi bien qu'aux grands mécanismes de la société, économie, justice, éducation, etc.

Nous avons vu que les atteintes à la laïcité dans certaines situations, la figure des tricheurs et profiteurs écono-

miques et la corrélation entre enrichissement des uns et appauvrissement des autres ruinent l'idée même de ce pacte.

Nous sommes face à un effet de système : l'insécurité ressentie corporellement par l'individu au travers de la peur se concrétise dans la fragilisation de sa place d'acteur et prend un sens négatif dans l'effondrement du contrat social. Le processus d'insécurisation structure le discours des milieux populaires, traversant tout le spectre de leur expérience sociale, l'organisant, depuis le vécu personnel et quotidien jusqu'à une interprétation plus abstraite et globale de la situation du pays.

Le troisième registre d'insécurisation se concrétise autour de la question de l'injustice.

Un sentiment d'injustice insupportable

L'injustice apparaît aujourd'hui moins liée aux inégalités qu'aux détournements du fonctionnement social. Les

milieux populaires détestent les tricheurs, les profiteurs, ceux qui, selon eux, ne jouent pas le jeu.

Dans leur imaginaire, il y a, d'une part, les profiteurs d'en bas : ceux qui trichent avec les prestations sociales, ceux qui travaillent au noir, ceux qui savent se débrouiller pour obtenir des aides, des logements. Ce n'est pas nouveau. Envers cette population, souvent perçue comme étant d'origine immigrée, s'est développé depuis des années un fort sentiment d'injustice, qui va grandissant au fur et à mesure que la situation personnelle se dégrade dans les milieux populaires, que la situation économique du pays s'aggrave, que les prestations sociales s'amenuisent.

Ce sentiment d'injustice par le bas menant à la dénonciation de l'assistanat se double aujourd'hui d'un sentiment d'injustice par le haut – ou pour mieux dire par le très haut – de la société. Là encore des profiteurs, là encore des tricheurs. Mais d'un autre calibre. Ce n'est pas tant l'écart considérable qui sépare les milieux populaires de « l'oligarchie financière » – grands patrons, actionnaires du CAC 40,

traders, etc. – qui est ressenti comme une injustice inacceptable, que le fait que cet écart se creuse.

Alors même que la situation des milieux populaires se dégrade économiquement, alors même que les fins de mois sont de plus en plus difficiles à boucler, les médias annoncent des résultats historiques pour les entreprises du CAC 40. Parmi elles, certaines sont emblématiques : les banques, notamment la Société Générale, sauvées par l'Etat pendant la crise financière mais qui n'a pas contribué, en échange, à la relance de l'économie selon les milieux populaires. Tricheuses, donc, les banques qui n'ont pas joué le jeu. Tricheurs, Total et les distributeurs qui, manifestement, se portent très bien alors que le coût des carburants et les prix alimentaires flambent. Qui plus est quand la communication gouvernementale évoque ces résultats comme un indice positif de sortie de crise.

Fin 2010 et début 2011, les milieux populaires parviennent à la conclusion qu'il y a sortie de crise pour les puissants et aggravation de la crise pour les autres. Ce

n'est pas dans une France à deux vitesses qu'ils vivent, loin de là. Une France à deux vitesses serait un pays où tout le monde irait dans le même sens mais à des allures différentes. La France dans laquelle ils vivent aujourd'hui est une France où tout le monde ne va pas dans le même sens. Ce sont deux France qui se dessinent, l'une qui s'enrichit – celle des très riches –, l'autre qui s'appauvrit – celle des pauvres. L'une est en marche avant, l'autre en marche arrière. « Ils se gavent » : telle est l'expression récurrente qui associe démesure et obscénité à l'enrichissement des très riches. Nous sommes loin de l'idéologie néolibérale du début du quinquennat selon laquelle l'enrichissement des riches devait profiter à ceux qui le sont moins. Dans le discours des milieux populaires, cette logique s'inverse : « plus les puissants progressent, plus nous régressons ». Les puissants, répétons-le, ne sont pas les cadres ou les patrons de PME, mais ce que nous avons nommé l'oligarchie financière. Nous ne sommes pas dans l'opposition d'une France d'en haut et d'une France d'en bas, mais dans une tension entre une France du très haut et une France moyenne.

L'opposition entre ces deux mouvements – enrichissement des uns et appauvrissement des autres – constitue pour les milieux populaires une injustice qui fait voler en éclats l'idée de contrat social.

Mais il y a pire : l'idée naît peu à peu d'une relation de cause à effet entre ces deux mouvements. Le constat « plus nous nous fragilisons, plus ils se renforcent » devient alors : « notre affaiblissement *permet* leur renforcement ».

Et il y a pire encore : cette corrélation serait délibérée. Il y aurait volonté de la part du vrai pouvoir – celui des marchés financiers – de vulnérabiliser les populations pour renforcer leur puissance.

Or, selon les milieux populaires, cette oligarchie financière est caractérisée par son rôle d'acteur de la mondialisation. Ce sont ses membres qui profitent de la mondialisation. C'est à travers eux que la mondialisation progresse inexorablement et impose sa loi aux nations en général et à la France en particulier. Autrement dit, cette

oligarchie est le levier de la mondialisation dont la France est *l'objet*.

Ajoutons que la répétition des scandales politico-affairistes a renforcé l'idée d'une intrication des acteurs politiques et des milieux de la mondialisation financière, si bien que le pouvoir en place apparaît comme partie prenante de cette injustice. Nicolas Sarkozy, ancien maire de Neuilly, est souvent dépeint comme « le président des très riches ».

De tout ceci résultent deux grandes conséquences. D'une part, les milieux populaires perçoivent de plus en plus nettement qu'ils sont en train de financer la mondialisation, que c'est sur leur dos qu'elle progresse en France.

D'autre part, pour contrecarrer ce processus inacceptable, les électeurs que nous avons rencontrés jugent les hommes politiques de gauche trop tièdes face à la mondialisation et ceux de droite trop impliqués dans ses intérêts.

Au travers du délitement de leur quotidien, ils se sentent deux fois sacrifiés sur l'autel de la mondialisation et de ses flux dérégulés : flux migratoires et flux financiers. L'Europe manque à sa place. Par mollesse, elle expose la France au lieu de la protéger dans un monde de guerre concurrentielle, elle l'affaiblit par sa monnaie au lieu de la renforcer pour affronter le géant « tricheur » qu'est la Chine aux yeux des milieux populaires.

ATTENTES DE VOLONTARISME POLITIQUE

La figure de l'UMPS

Mais s'il en est ainsi, si les acteurs politiques ne peuvent plus que mettre en œuvre ce qui leur est imposé par les marchés financiers, par l'Europe, par la dette, alors peu importe qu'ils soient de droite ou de gauche. Les différences liées à l'opposition idéologique perdent leur pertinence. Ce thème de l'« UMPS », introduit par Jean-Marie Le Pen, évolue aujourd'hui. L'idée d'une collusion entre les deux grands partis politiques peut persister chez des électeurs habituels du Front national, mais elle est moins présente chez ceux qui sont tentés par ce vote en 2012. Chez ces derniers domine l'idée que la différenciation entre l'UMP et le Parti socialiste ne se situe pas au bon endroit. Si le terme d'UMPS retrouve une pertinence pour eux, s'ils reprennent le refrain du « bonnet blanc et blanc bonnet », ce n'est pas seulement parce que, à droite comme à gauche, ce sont les mêmes, mais pour une autre raison, plus fondamentale : leurs différences – et même

leur absence de différence – importe peu puisque, qu'ils soient de gauche ou de droite, tous sont soumis aux mêmes restrictions de pouvoir. Pour que la différenciation gauche / droite soit pertinente, il faut que les différences puissent s'exprimer. L'existence de marges de manœuvre permettant d'opérer des choix motivés par des positions politiques distinctes est la condition de la différenciation. Sans espace d'expression, les différences entre gauche et droite perdent leur signification. Pour des ex-électeurs de gauche ou de droite, le sens du sigle UMPS ne signifie pas seulement « ce sont les mêmes à l'UMP et au PS » mais : « même s'ils n'étaient pas semblables, cela ne changerait rien, cela revient au même puisqu'ils sont les uns comme les autres frappés par la triple confiscation du pouvoir par les marchés financiers, les contraintes européennes et la dette ». Doit-on conclure que toutes les offres politiques ne peuvent que s'équivaloir à force de ne plus valoir grand-chose ? Doit-on conclure que les Français les plus sensibles à cette perte que subit le pouvoir politique ne croient plus à la politique ? Ne comptent plus sur elle ?

La politique, les politiques et les acteurs politiques

Le penser serait se tromper sur les raisons de l'émergence de Marine Le Pen. Le personnel politique est largement discrédité, ce n'est pas nouveau et cela ne va pas en s'améliorant. L'image de la connivence avec les milieux affairistes et financiers s'est accentuée au cours des quatre dernières années. On l'a dit, Nicolas Sarkozy en est la figure emblématique. La sphère politique, elle, nous venons de le voir, est perçue comme étant frappée d'impuissance. Pour autant, la politique comme mode d'action sur la réalité ne fait pas l'objet de rejet de la part des milieux populaires. Les catégories populaires sont bien loin d'abandonner tout espoir politique, contrairement à ce que les discours d'experts répètent avec une certaine insistance.

La participation électorale à la présidentielle de 2007 et aux régionales de 2010

| | Ensemble des Français | Cadres et professions libérales | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers |
|--|-----------------------|---------------------------------|----------------------------|----------|----------|
| A voté aux deux élections | 34 % | 42 % | 34 % | 33 % | 36 % |
| A voté à une élection | 46 % | 33 % | 46 % | 54 % | 30 % |
| S'est abstenu aux deux élections / vote blanc ou nul | 20 % | 25 % | 20 % | 13 % | 34 % |

Source : enquête Ifop/Marianne, réalisée par internet du 18 au 22 février 2011, auprès d'un échantillon national représentatif de 2006 personnes.

Si les ouvriers sont plus abstentionnistes que la moyenne, l'écart n'est pas gigantesque, notamment sur la présidentielle (cf. le score de « a voté à une élection » qui correspond pour beaucoup à la présidentielle), preuve qu'ils n'ont pas complètement déserté le terrain politique. D'ailleurs, comme on peut le voir sur le tableau suivant, c'est même chez eux et parmi les employés (écart de plus de 20 points avec les cadres) que l'importance perçue de la prochaine présidentielle sur sa propre vie est la plus forte. La politisation des milieux populaires existe donc bel et bien et le prochain scrutin est fortement investi d'enjeux à leurs yeux.

Quelle importance aura selon vous la prochaine élection présidentielle quant à votre situation personnelle ?

| | Total important | Une grande importance | Une certaine importance | Total pas important | Peu d'importance | Aucune importance |
|---------------------------------|-----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------|------------------|-------------------|
| Ensemble des Français | 68 % | 31 % | 37 % | 32 % | 22 % | 10 % |
| Cadres et professions libérales | 69 % | 14 % | 55 % | 31 % | 15 % | 16 % |
| Professions intermédiaires | 65 % | 34 % | 31 % | 35 % | 16 % | 19 % |
| Employés | 69 % | 35 % | 34 % | 31 % | 19 % | 12 % |
| Ouvriers | 69 % | 36 % | 33 % | 31 % | 27 % | 4 % |

Source : enquête Ifop/Marianne, réalisée par internet du 18 au 22 février 2011, auprès d'un échantillon national représentatif de 2006 personnes.

Les Français et, de façon plus prononcée, les milieux populaires nourrissent une attente forte envers la politique et ont, en même temps, une image négative du personnel politique et de ses possibilités d'agir. Rien de contradictoire ici : plus l'attente est forte, plus sévère est le jugement.

Ces considérations nous conduisent à aborder une question fondamentale : si la notion d'UMPS est aux yeux

d'une partie importante des milieux populaires si juste, c'est que le clivage politique pertinent pour eux n'est plus l'opposition entre gauche et droite. Nous le savons au moins depuis 2002. Mais la situation a changé. Pendant une longue période, la perte de pertinence du clivage gauche / droite a eu pour corollaire, au-delà des milieux populaires d'ailleurs, une perte de sens du politique, favorisant des transferts de voix des partis « de gouvernement » vers les partis d'extrême droite ou d'extrême gauche, mais aussi un désinvestissement se traduisant par l'abstention. On l'a assez souligné, une bonne part de la montée en puissance du Front national en 2002 est liée à un mécanisme négatif : le rejet de l'UMP et du PS, rejet couplé de ces deux partis liés par leur équivalence.

L'analyse des seconds tours des dernières cantonales dans les 394 cantons où le Front national était en situation de duel montre bien la dynamique anti-système dont bénéficie le parti de Marine Le Pen. Il progresse en effet autant face au Parti communiste que face au Parti socialiste ou à l'UMP. Ceci démontre que le Front national dispose de réserves importantes et diversifiées et qu'une partie de l'électorat

peut se reporter sur lui au second tour par rejet du « grand parti » resté en lice. Ainsi, dans les cantons où se déroulait un duel droite / Front national, la progression de près de 11 points du score du Front national ne peut s'expliquer sans reports significatifs d'une partie de l'électorat de gauche. On peut certes objecter que les renforts en voix dont a bénéficié le Front national dans ces cantons pourraient provenir d'abstentionnistes du premier tour ou d'électeurs de candidats de droite éliminés, mais cela ne saurait suffire à expliquer une poussée de 11 points pour le Front national au second tour. De notre point de vue, des reports conséquents en provenance de la gauche ont bien eu lieu, notamment dans des zones populaires.

Evolution entre les deux tours du score du Front national aux cantonales de 2011 dans les cantons où il pouvait se maintenir

| Configuration de 2 nd tour | FN 1 ^{er} tour | FN 2 nd tour | Evolution |
|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------|
| Duels gauche / Front national | 24,3 % | 35,2 % | + 10,9 |
| dont duels PS divers gauche / FN | 24,4 % | 35,4 % | + 11 |
| dont duels PC / FN | 23,6 % | 33,8 % | + 10,2 |
| Duels droite / Front national | 25,7 % | 36,8 % | + 11,1 |

La notion de clivage

Pourtant, nous ne pensons pas que la situation soit aujourd'hui similaire à 2002. Il y a une différence majeure. La perte de pertinence du clivage gauche / droite était liée à la difficulté d'imaginer un enjeu clivant d'une envergure suffisante pour structurer le débat politique. En 2011, un enjeu de ce niveau réapparaît.

On l'a vu, les milieux populaires pensent que les marchés financiers et l'Europe ont rendu impuissants les politiques et, malgré ce constat, espèrent encore dans la politique. L'idée qu'il puisse y avoir un clivage en matière d'offre politique est donc sous-jacente à cette attente envers le politique.

La question centrale devient donc : en quoi les offres politiques se distinguent-elles dans leur capacité à reprendre sinon le pouvoir du moins du pouvoir sur l'association marchés financiers / Europe / dette ? Il y a alors deux catégories d'offres politiques : celles qui rendent la

sortie de l'impuissance politique envisageable, et celles qui ne le font pas. Celles qui le font sont en capacité de dire comment elles recréent des marges de manœuvres suffisantes pour reprendre politiquement « les choses en main », pour changer la réalité et non plus s'y plier.

Cette capacité est celle d'aller à l'encontre de ce qui aujourd'hui corsete le politique, c'est-à-dire ce qui en limite le champ, en restreint la portée, en confine l'action à la gestion de ce qui est imposé. Il s'agit donc d'aller à l'encontre de ce qui constitue et dessine les limites du champ politique, de ce qui le constitue actuellement. Cette capacité est celle du refus, de la contestation.

Tout semble joué d'avance, tout semble surdéterminé, « plié » mais, en même temps, les Français demeurent adeptes du volontarisme politique (« quand on veut on peut », maxime qui avait contribué au succès de Nicolas Sarkozy en 2007). Plus la situation paraît contrainte, plus le volontarisme politique s'impose comme valeur fondamentale.

Face au pouvoir hégémonique des marchés financiers et aux contraintes européennes, les Français estiment que le rétablissement du pouvoir politique est possible. Les milieux populaires se distinguent en étant très en pointe sur cette vision qui devient, chez eux, une attente centrale.

| % d'approbation | Ensemble des Français | Cadres et professions libérales | Professions intermédiaires | Employés | Ouvriers |
|--|-----------------------|---------------------------------|----------------------------|----------|----------|
| Les gouvernements de pays comme la France pourraient exercer leur pouvoir et reprendre le contrôle mais ils n'osent pas le faire | 67 % | 50 % | 63 % | 74 % | 75 % |

Source : enquête Ifop/Marianne, réalisée par internet du 18 au 22 février 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 2006 personnes.

Ce rétablissement est non seulement possible, mais il est nécessaire. Il constitue la condition *sine qua non* de la crédibilité de l'offre politique.

La croyance dans la politique sous l'aspect du volontarisme pose un problème dans l'argumentation. La confiance dans la politique tend, pour les milieux popu-

lares, à être conditionnée par un volontarisme exprimé par le refus de se soumettre à ce qui est vécu comme un diktat des marchés financiers et de l'Europe. Les argumentations relevant de rationalités structurant le réalisme politique actuel perdent de leur efficacité : la rigueur budgétaire, l'appartenance européenne, l'ouverture nécessaire sur les marchés mondialisés... Pour une partie de l'électorat populaire, la crédibilité du socle commun aux partis de gouvernement perd sa fonction de référent politique établissant le champ dans lequel se déploie le débat. Autrement dit, face à un discours de Marine Le Pen, dont la posture revendiquée est celle du volontarisme politique, les argumentations fondées sur le peu de sérieux de ses propositions se heurtent au moins pour l'instant à une difficulté logique : l'échelle du sérieux est établie par ceux-là mêmes qui en dénoncent l'absence, en référence à des vérités données comme indéniables : l'Europe, l'euro, la concurrence mondiale, etc. Certes, cette échelle de valeurs n'est pas favorable au discours de Marine Le Pen mais elle est remise en cause par une autre échelle de valeurs qui est celle du volontarisme

politique. Plus l'énonciateur est haut placé sur l'échelle du volontarisme, moins il est affecté par l'échelle de valeur des « réalités indéniables ».

Tout se passe donc comme si le volontarisme politique permettait de nier ce qui est donné comme indéniable et de se libérer d'une réalité vécue aujourd'hui comme extrêmement contrainte par l'ensemble des Français. Et insupportable par les plus vulnérables d'entre eux. Le refus des « indéniables réalités » chères aux élites conditionne aujourd'hui pour les milieux populaires la crédibilité politique.

Trancher le nœud gordien

Les milieux populaires sont confrontés à une difficulté : comment trouver une sortie, en urgence, à une situation devenue à la fois insupportable et si incroyablement complexe qu'elle paraît impossible à démêler ? L'attente politique ne se formule plus sur le registre de l'action ou, si l'on préfère, sur le registre du programme mais sur celui

de l'acte. Un exemple pour clarifier cette distinction entre les notions d'acte et d'action. Une déclaration de guerre est un acte. Cet acte ouvre la voie aux actions militaires. L'acte est fondateur d'une nouvelle réalité dont l'action, elle, est une mise en œuvre. L'acte tranche, il trace une limite, un seuil. Une fin. Un début. Les attentes des milieux populaires sont aujourd'hui de cet ordre.

Les discours d'expertises politiques et économiques ont, depuis la crise, construit une situation d'une extrême complexité pour les profanes. La situation actuelle est un nœud gordien, trop complexe, trop enchevêtré pour être dénoué fil à fil. Le seul moyen pour se libérer du joug de cette réalité est de le trancher. Trancher : voilà l'acte attendu dans les milieux populaires.

Cette attente tend à escamoter la question de l'action concrète, du programme. Les électeurs qui voient en Marine Le Pen la seule politique capable de trancher ne sont nullement ébranlés lorsque nous les questionnons

sur la teneur de son programme : peu importe son détail, rétorquent-ils, ce qui compte dans l'urgence dans laquelle nous sommes entrés est que nous la sentions, elle, à même de passer à autre chose que tout ce qui a été jusque là essayé par les partis de gauche et de droite. L'acte ici attendu requiert, au moins dans un premier temps, plus de capacité et de détermination que de compétence. Et pour bon nombre des membres des catégories populaires Marine Le Pen présente aujourd'hui ces qualités et ces garanties, contrairement à la plupart des autres personnalités politiques.

EN GUISE DE CONCLUSION

Demande et offre politique : insécurisation, sécurisation, protection, protectionnisme

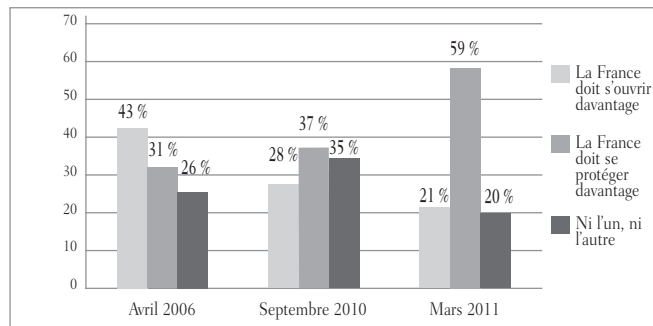
Nous avons vu trois registres d'insécurisation : insécurisation physique, économique et du contrat social. Ces trois registres fonctionnent en système et nous en avons pointé quelques manifestations telles que la corrélation entre la fragilité économique et le sentiment d'insécurité physique. L'expérience sociale des milieux populaires est empreinte de ces trois registres d'insécurisation, du ressenti corporel à l'abstraction du contrat social, en passant par la pratique économique quotidienne. Il ne s'agit pas, répétons-le, d'un aspect plus ou moins parcellaire de leur expérience, il ne s'agit pas d'un effet des discours populistes, il s'agit encore moins d'un signe de régression culturelle.

L'insécurisation est le processus à travers lequel les milieux populaires construisent leur rapport au monde.

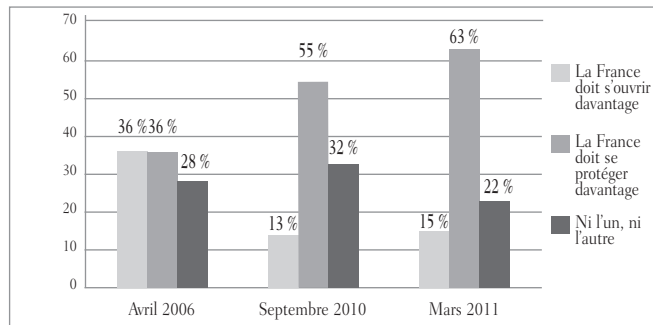
Cette partie de la population se vit sous le mode de l'insécurité. A partir de là, il nous semble que la demande de protection se fait mieux comprendre. Elle trouve sa justification dans ce qui organise l'expérience sociale sur les trois registres de l'insécurité. La demande de protection n'est pas le signe d'une montée en puissance des valeurs égoïstes et régressives du repli sur soi. Seules des personnes étrangères à toute insécurité peuvent assimiler cette demande à une régression culturelle. Prenons une image : vous vous promenez dans la rue et une pluie drue se met tout à coup à tomber. Que faites-vous ? D'une façon ou d'une autre, vous cherchez à vous abriter. Auriez-vous l'impression de vous refermer sur vous-même, de régresser culturellement, de renier vos valeurs d'ouverture au monde ? La recherche de protection qui vous a fait courir est l'attitude nécessaire lorsque l'on est d'une façon ou d'une autre exposé à un danger ou à son éventualité.

Le souhait d'ouverture et de protection

Ensemble des Français



Ouvriers



Source : enquête Ifop/Marianne, réalisée par internet du 18 au 22 février 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 2006 personnes.

Les données quantitatives vont elles aussi dans le même sens : alors qu'au début de la campagne de la dernière élection présidentielle, le souhait d'ouverture dominait, le paysage idéologique et psychologique a complètement changé aujourd'hui. Désormais, c'est la demande de protection qui s'impose dans des proportions impressionnantes. La bascule s'est faite en deux temps : en septembre 2010, si l'aspiration à une France plus ouverte a déjà perdu beaucoup de terrain, on voit que le déclenchement de la crise économique et financière (survenue entre nos mesures d'avril 2006 et de septembre 2010) a fait progresser la demande de protection mais pas tant que cela (de 31 à 37 % auprès de l'ensemble des Français). C'est là encore dans la dernière période que les choses se sont détériorées très fortement. Entre septembre 2010 et mars 2011, l'aspiration à une France qui se protégerait davantage passe de 37 à 59 %... en six mois seulement. Les bouleversements géopolitiques intervenus durant cette courte période (crise irlandaise entraînant une instabilité accrue sur la zone euro mais aussi les révolutions dans les pays arabes) ont très puissamment impacté l'opinion publique française et bien plus nettement que la crise économique et financière.

Dans les milieux ouvriers, le cheminement est le même mais l'influence des événements est différente. En avril 2006, déjà plus fragilisés que le reste de la population, les ouvriers hésitent entre ouverture et protection (36 % dans les deux cas). Le déclenche-

ment de la crise économique et financière va les toucher de plein fouet et la demande de protection va monter en flèche (+ 19 points) et supplanter très nettement la volonté d'ouverture (55 % contre 13 %). L'impact de la crise économique a donc été déterminant dans les milieux populaires qui ont plongé dans la demande de protection très rapidement. La dernière séquence est venue encore amplifier la situation dans ces milieux mais a eu moins d'effets que dans le reste de la population.

L'insécurisation globale, sur les trois registres, se développant, la demande de protection progresse corrélativement pour les Français en général et plus particulièrement pour les plus exposés d'entre eux. Cette demande de protection se répartit logiquement sur les trois registres de l'insécurisation :

- protection des personnes physiques ;
- protection économique des salariés ;
- protection nationale face à la mondialisation, qui passe par la réaffirmation d'un contrat social et le rétablissement du pouvoir de la politique qui, seul, peut recréer des marges de manœuvres aujourd'hui disparues.

Ces trois registres de demande constituent dans leur unité, dans leur unité indivise, la condition *sine qua non* de la crédibilité de toute offre politique pour les milieux qui nous intéressent ici. Aucune offre politique qui élude le traitement de ces trois registres d'insécurisation ne peut être considérée comme pertinente.

L'unité de ces trois registres forme le socle à partir duquel un projet politique peut être construit. Il n'est donc ni le projet lui-même ni une partie « parmi d'autres » de ce projet. Il en est le socle ou, si l'on préfère, il constitue ce qui s'enracine dans la réalité et qui permet de construire une société habitable. Ces trois registres relèvent des fondations de la société et donc des fondements même de la politique.

Mais nous devons, pour lever toute ambiguïté, opérer quelques distinctions entre les termes que nous employons.

Nous avons pris soin dans cette étude de décrire, de façon certes parcellaire, l'expérience des milieux popu-

laire. Il reste beaucoup à faire, nous en convenons. Mais, d'ores et déjà, nous avons formulé l'hypothèse que la demande politique s'organise à partir de l'expérience de l'insécurisation. La demande ne doit pas être confondue avec l'offre politique. Si, à cette demande, ne répond qu'une seule offre qui est celle de Marine Le Pen, il ne faut pas s'étonner du succès de cette dernière. Elle se trouve dans une sorte de monopole de fait de la reconnaissance de cette expérience populaire.

Mais c'est une erreur de juger la demande en ne jugeant que l'offre. C'est une erreur de juger les milieux populaires comme culturellement ou intrinsèquement d'extrême droite au prétexte que l'unique offre qui reconnaisse leur demande soit aujourd'hui formulée par la candidate du Front national. Nous ne pensons pas que seule une réponse populiste peut être faite à une demande populaire.

Distinguons donc la demande populaire déterminée par l'expérience de l'insécurisation globale et les offres populistes. Confondre populaire et populiste, c'est imposer une

démission à la démocratie, c'est supposer que la démocratie n'est pas apte à traiter des problèmes aussi fondamentaux et incontournables que la sécurisation de tous les citoyens. Cet amalgame entre populaire et populiste est lié à la confusion entre offre et demande politique, que nous venons d'évoquer, mais aussi à un flottement sémantique entre sécurisation, protection et protectionnisme.

La demande émanant des milieux populaires n'est pas le protectionnisme : la demande fondamentale est la protection. La protection est une notion qui renvoie à un état social que la démocratie doit garantir. Le protectionnisme est une idéologie, celle, pour aller vite, du repli sur soi. La démocratie protège et n'est pas pour autant protectionniste. Entendre la demande de protection des milieux populaires comme une revendication de l'idéologie du protectionnisme et du repli sur soi relève de la confusion intellectuelle.

Si nous nommons cette demande de protection, demande de sécurisation, nous amoindrissions les risques d'amalgame entre protection et protectionnisme. En

même temps, nous créons un autre risque de nature identique : l'assimilation entre demande de sécurisation et idéologie sécuritaire.

La stratégie de ceux qui manient le levier populiste passe par l'exploitation électoraliste de ces flottements sémantiques. Les spécialistes du marketing savent bien qu'une demande prend la forme d'une offre lorsque cette offre est unique sur son marché. Tant que les partis qui refusent de formuler des réponses populistes à des problèmes populaires ne proposeront pas de réponses pertinentes et appréhendables à la demande de sécurisation, l'offre populiste continuera à formater le langage de la demande populaire. Ajoutons que des études en cours montrent que cette demande se développe désormais au sein de la classe moyenne... Il y a donc urgence à ce que les offres politiques qui refusent de tricher avec les valeurs démocratiques expliquent comment elles comptent aborder ce qui structure aujourd'hui l'expérience sociale d'une grande partie des milieux populaires.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-024-3

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achévé d'imprimer par l'imprimerie A.Trois

SEPTEMBRE 2011

Alain Mergier
Jérôme Fourquet

Le point de rupture

Enquête sur les ressorts du vote FN
en milieux populaires

Plongés dans une crise dont ils ne voient pas la fin, frappés par un sentiment d'insécurité qui affecte tous les aspects de leur quotidien, les milieux populaires ne croient plus en la capacité d'action des politiques, qu'ils jugent impuissants face à l'hégémonie des marchés financiers et sourds à leur demande de sécurisation.

Un point de rupture est atteint : beaucoup de ces électeurs se montrent réceptifs au discours de Marine Le Pen.

Pourtant, les milieux populaires ne sont pas voués à constituer l'électorat du Front national. Ils attendent des politiques des réponses pertinentes et volontaristes mais n'entendent aujourd'hui que le discours frontiste. Pour combien de temps encore ?

www.jean-jaures.org

ISBN : 978-2-36244-024-3

6 €